

violences urbaines

Échauffourées pour Halloween

Des violences à l'égard des policiers ont eu lieu dans plusieurs villes de France, après un appel à la "purge" cette semaine sur les réseaux sociaux.

Plus d'une centaine de personnes ont été interpellées en France mercredi soir en marge de la fête d'Halloween, où le nombre d'incidents a été « largement inférieur » aux années précédentes, a déclaré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

82 gardes à vue

Un bilan provisoire fourni à la mi-journée par le ministère a fait état de 116 interpellations « qui ont donné lieu à 82 gardes à vue ». Le ministre avait demandé mercredi aux préfets « une mobilisation renforcée », après la diffusion sur les réseaux sociaux de messages appelant à une « purge » des policiers le soir d'Halloween. Ce « dispositif de grande ampleur » a permis selon lui de faire diminuer le nombre d'incidents.

Un jeune Isérois de 19 ans, à l'origine du premier message, devenu viral, appelant à la « purge » et qui a dit avoir voulu faire « une énorme blague », sera



Plusieurs véhicules ont brûlé à Poitiers.

(Photo NR, Xavier Benoit)

jugé le 28 novembre pour « provocation, non suivie d'effet, au crime ou délit ».

Mercredi soir dans le Rhône, 12 personnes ont été interpellées, la plupart à Lyon à la suite de bousculades, jets de projectiles, feux de poubelles et de véhicules, selon la police. Les interpellés sont essentiellement des mineurs, dont un qui avait relayé l'appel à la « purge » contre les policiers sur les réseaux sociaux. A Rennes, un adolescent de 15 ans a été sérieusement blessé à la tempe par un

tir de balle en caoutchouc alors qu'il lançait des projectiles vers des policiers : il s'est vu prescrire 30 jours d'interruption totale de travail (ITT).

A Strasbourg, deux mineurs ont été interpellés après avoir lancé des projectiles sur les forces de l'ordre. Des jets de bouteilles incendiaires ont également eu lieu. En Essonne, selon des sources policières, des interpellations ont eu lieu notamment à Massy (tentative de vol de véhicule), Étampes (tirs de mortiers d'artifice), à Saint-Michel-sur-

à chaud

A Poitiers et Tours

> Cinq voitures ont été brûlées à Poitiers dans le quartier Bel-Air. Un bus et un Atribus ont également subi des dégradations. Des enquêtes sont en cours et le maire, Alain Claeys, qui s'est rendu sur place jeudi, a exprimé sa « colère » et son incompréhension.

> A Joué-lès-Tours dans le quartier de la Rabière, huit véhicules ont été incendiés, une voiture de police a été caillassée et un attroupement s'est conclu par une interpellation. Un Atribus a également été saccagé et plusieurs feux de poubelles ont été constatés.

Orge (dégradations, vols), et Montgeron où entre 20 et 30 personnes ont « pris d'assaut » un centre commercial ; un policier a été légèrement blessé à la main par un jet d'acide et une mineure de 13 ans a été interpellée.

vendée

Actes pédophiles : l'Église enquête

L'Église catholique en Vendée a annoncé mercredi qu'elle enquêtait sur des faits de pédophilie dans deux établissements du département durant la période 1950-1979, ayant conduit l'évêque de Luçon Mgr François Jacolin à suspendre deux prêtres de tout ministère public. « Certains prêtres ont failli gravement en commettant des abus sexuels, gestes inacceptables, sur des enfants qui leur étaient confiés dans le cadre du petit séminaire de Chavagnes-en-Paillers ainsi que dans le cadre de l'institution Saint-Joseph de Fontenay-le-Comte », a écrit le diocèse dans un communiqué.

Le diocèse de Luçon évoque des témoignages mettant en cause « huit à neuf prêtres » dans le premier établissement situé à

une cinquantaine de kilomètres au sud de Nantes, dont deux seulement sont toujours en vie et ont été suspendus provisoirement de tout exercice public. A Fontenay-le-Comte, quatre prêtres ont été accusés et un seul d'entre eux est encore vivant.

Deux signalements avaient été faits auprès du procureur de la République en 2012 et 2016 mais les faits étaient déjà prescrits.

Une nouvelle affaire qui intervient alors que les 118 évêques catholiques se réunissent en assemblée plénière à partir de samedi à Lourdes, un rendez-vous lors duquel ils entendent mettre justement en avant leur travail dans la lutte contre la pédophilie dans l'Église, en accueillant des victimes.

solidarité

Plan hiver et sans-abri : le compte n'y est pas pour les associations

Autant de places d'hébergement d'urgence que l'hiver dernier, davantage de maraudes pour sortir les sans-abri de la rue : le gouvernement a présenté mercredi son plan hiver. Cet hiver, l'État pourra ouvrir « en moyenne et en fonction des températures, environ 14.000 places supplémentaires qui viendront s'ajouter aux 136.000 d'hébergement d'urgence qui existent déjà sur notre territoire », a-t-il détaillé.

L'Île-de-France comptera 7.000 des 14.000 places supplémentaires graduellement mobilisables de novembre à fin mars. Le gouvernement assure avoir anticipé : 1.400 places doivent ouvrir dès cette semaine. Les as-

sociations d'aide aux sans-abri ne sont qu'à demi-convaincues. « Le dispositif est encore sous-dimensionné », estime Éric Pliez, président du Samu social de Paris. « Renforcer les maraudes, c'est une bonne démarche » : dans la rue, une majorité de SDF n'appellent pas le 115.

A la Fédération des acteurs de la solidarité (800 associations), on salue une « mobilisation de l'État plus précoce que les années passées ». Mais « il faut sortir de la gestion au thermomètre : l'été, il y a autant de demandes d'hébergement et la mortalité des sans-abri est aussi importante qu'en hiver », martèle son directeur Florent Gueguen.

la phrase

« Je veux savoir, je pense que toute la France veut savoir. »

Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, assure ne vouloir « fermer aucune piste » alors qu'une grande enquête nationale est en cours après la découverte de nouveaux cas d'enfants nés sans main, bras ou avant-bras dans l'Ain. « C'est possiblement une piste environnementale », peut-être lié à ce que les femmes « ont mangé » lorsqu'elles étaient enceintes, « peut-être ce qu'elles ont respiré », a-t-elle indiqué mercredi.

en bref

DROITS DE L'HOMME
Sommet à Paris pour un plan d'action de l'Onu

Plus de 150 défenseurs des droits humains venus de 105 pays, réunis en sommet à Paris, ont estimé que le niveau de danger auquel ils étaient confrontés avait atteint « un point critique », annonçant qu'un « plan d'action historique » serait présenté à l'Onu en décembre. Ce sommet mondial, organisé notamment par Amnesty International et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, a débattu de lundi à mercredi en particulier « des questions régionales et internationales, des droits environnementaux » et des « attaques croissantes visant les défenseurs partout dans le monde ».

JUSTICE

Aide aux migrants : décision le 12 décembre pour Cédric Herrou

Leur condamnation pour avoir aidé des migrants sera-t-elle annulée ? La Cour de cassation se prononcera le 12 décembre sur les pourvois examinés mercredi de deux militants de la vallée de la Roya, dont Cédric Herrou, condamnés en 2017 à de la prison avec sursis. L'agriculteur Cédric Herrou, devenu une figure de l'aide aux migrants, a été condamné en août 2017 par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à quatre mois de prison avec sursis, pour avoir « facilité la circulation et le séjour » de migrants.

INTEMPÉRIES

Var : un mort dans les inondations

Un homme de 89 ans a été retrouvé mort noyé dans son véhicule après avoir emprunté une route interdite en raison de violents orages et inondations qui ont frappé le département. En vingt-quatre heures, les cumuls de pluie dans le Var ont atteint en moyenne 70 à 100 mm. L'épisode orageux a pris fin jeudi matin mais le département reste en vigilance orange pour les crues.

télégrammes

••• Des boulettes d'hydrocarbure ont été retrouvées sur plusieurs plages de La Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône, dont la municipalité a interdit l'accès, et dans plusieurs calanques de Marseille ••• Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour agression sexuelle, après une plainte déposée le 6 octobre par une femme contre le réalisateur Abdellatif Kechiche, qui conteste les faits ••• Ségolène Royal revient sur le devant de la scène avec un livre, *Ce que je peux enfin vous dire* (Fayard), alors que les spéculations vont bon train sur son intention de mener une liste citoyenne aux Européennes : « C'est vrai que je suis aujourd'hui sollicitée, je regarde, je réfléchis », a-t-elle expliqué ré-

pétant qu'elle se déciderait en janvier ••• L'Assemblée nationale a adopté dans la nuit de mercredi à jeudi les crédits de la Culture pour 2019, « confortés », selon le ministre Franck Riester, mais en baisse pour l'audiovisuel public, a déploré l'opposition. Le budget de la Justice, en hausse de 4,5 % mais jugé insuffisant par l'opposition, a également été ratifié mercredi ••• Les six touristes qui ont péri dans la nuit de mardi à mercredi dans l'incendie de leur maison de vacances à Saint-François, en Guadeloupe, étaient membres d'une même famille, originaire du Gard ••• Des paraplégiques traités par stimulation électrique en Suisse ont recouvré le contrôle de leurs muscles paralysés depuis longtemps et ont pu marcher à nouveau, et même, pour la pre-

mière fois, en l'absence de la stimulation ••• Plusieurs associations ont appelé à un rassemblement ce vendredi à Besançon où le sort de Razia, une Afghane de 34 ans poignardée à mort mardi, suscite une vive émotion, d'autant que son mari, suspect, est toujours en fuite ••• Les immatriculations de voitures neuves en France ont reculé de 1,5 % en octobre sur un an, souffrant toujours du contrecoup de l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme européenne qui avait provoqué une envolée artificielle cet été ••• La loi sur l'alimentation visant à offrir une meilleure rémunération aux agriculteurs et une alimentation plus saine aux Français a été publiée au Journal officiel jeudi, après avoir été en partie censurée par le Conseil constitutionnel.